

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Débats

# 2007, quelle stratégie ? <br /> La paresseuse ou l'ambitieuse ?

- Politique - A Gauche -

Date de mise en ligne : dimanche 14 mai 2006

---

Démocratie & Socialisme

---

Guillaume,

L'appel, signé par Clémentine Autain et d'autres, propose un chemin contre le libéralisme. Mais, à mon avis, corroboré par près de 90 années d'expérience historique (depuis la révolution soviétique), ce chemin est une impasse.

1°) Ce chemin, cette stratégie est celle de l'« unité de la gauche de la gauche » ou « unité de la gauche antilibérale ». Cette stratégie a toujours échoué, depuis 1918.

Mais, vas-tu peut-être me dire, toute autre stratégie, mise en oeuvre par les défenseurs d'un programme vraiment de gauche, a aussi échoué... Non ! Parce qu'il n'y a pas eu d'autre stratégie massivement mise en oeuvre. Seule celle-là fut réellement utilisée.

2°) Pourquoi ? Parce que la loi du moindre effort a chaque fois poussé à mettre en oeuvre la stratégie la plus paresseuse, la plus confortable, celle de l'unité de la gauche de la gauche. On se retrouve entre nous qui sommes à peu près d'accord. On arrive donc à se mettre d'accord sur un programme complet, mais dont le peuple de gauche ne se sent pas responsable, dont il n'a pas pu s'emparer. Parce que la gauche de la gauche est trop divisée, parce que l'élaboration de ce programme est restée marginale.

S'il s'agissait d'une proposition de programme soumise à débat et devant être confrontée à d'autres propositions, ce serait normal : c'est une telle proposition que « Forces militantes pour la démocratie & le socialisme » vient de rendre publique (voir pièce jointe). Mais le « programme commun », proposé aux électeurs doit être perçu comme la grande affaire de toute la gauche.

3°) Ah ! Mais c'est plus difficile à obtenir ! Il faut étudier les arguments des positions opposées et trouver les compromis qui permettent de dépasser les positions inconciliables (si le débat se menait dans un même parti, on trancherait le différent par le vote). La paresse consiste à ne pas chercher un programme commun, mais à se satisfaire de la division de la gauche et à se présenter divisés devant les électeurs. Ils leur restera à choisir sans être en mesure de le faire sur le fond, puisque le débat public sur le programme n'a pas eu lieu. Le candidat va alors compter plus que le programme et ceux qui accorderont quelque attention au programme, vont se prononcer en faveur de celui qui est le plus consensuel, c'est-à-dire celui qui peut bénéficier de l'approbation la plus large parce qu'il est le plus lisse : il paraît le plus unitaire et il évite d'avoir à trancher des questions qui restent difficiles à trancher sans avoir vu se confronter les arguments.

A la paresse des stratèges, répond la paresse des électeurs.

4°) La défaite, logique dans ces conditions, de la gauche de la gauche conduit certains à conclure que « le peuple manque de conscience politique », que le social-libéralisme est majoritaire dans la gauche et que la droite est majoritaire dans le pays. C'est évidemment faux. Mais cette croyance conforte les paresseux qui estiment qu'il ne faut pas « se rendre prisonnier de la démocratie interne d'un parti unifié » qui serait commun à toute la gauche. La stratégie d'unité de la gauche de la gauche (SUGG) a trois conséquences néfastes : d'une part, elle mène à la défaite systématique de la « gauche de la gauche », d'autre part, elle conduit parfois à la défaite de la gauche (malgré le désistement au second tour), enfin, elle s'oppose à la démocratie dans la gauche en maintenant sa division en plusieurs partis.

5°) Parce que la SUGG est non-démocratique, elle laisse penser que le programme de la « gauche de la gauche »

n'est pas démocratique, et aide ceux qui le présentent comme un repoussoir.

Puisqu'elle se prive du grand débat public de toute la gauche que permettrait l'élaboration d'un programme commun, le candidat prend plus d'importance que le programme. C'est le paradoxe de la SUGG. Elle alimente les travers bonapartistes qui nuisent à la démocratie mais que les sociaux-libéraux utilisent à fond, puisque ce n'est pas leur programme (« qui n'est pas socialiste » disait honnêtement Jospin) qui leur permet de marquer des points à gauche. La gauche de la gauche est donc à la recherche d'un candidat providentiel (José Bové...) et non d'un programme commun...

6°) Cette stratégie n'est même plus un moyen mais un but à atteindre, qu'il faut rendre convaincant : entre les différents courants qui composent la gauche de la gauche, le débat est déporté sur la bonne stratégie et ne porte pas sur le programme. C'est le contraire qu'il faut pourtant faire pour trouver l'oreille du peuple de gauche. Si lors du référendum du 29 Mai, la bataille a été emportée nettement, malgré les médias et appareils coalisés, c'est parce qu'il s'agissait d'un vote et non d'une élection. Lors d'une élection, c'est au candidat qu'il appartient de faire connaître son programme, les électeurs sont de moins bons lecteurs que lors d'un référendum.

7°) Quelle autre stratégie alors ? La stratégie d'« unité de la gauche », d'unité de toute la gauche sans exclusive, autour d'un programme de gauche qui fasse l'objet d'un débat public, en prenant en compte les propositions émanant de ses différents partis. C'est une stratégie démocratique qui, grâce à l'activité commune des partisans des différents partis (par exemple dans des comités unitaires de base), peut porter plus haut l'aspiration à l'unité et être couronné par la constitution d'un parti commun de toute la gauche qui facilitera le débat politique, situation toujours plus favorable pour la défense d'une politique de gauche.

8°) C'est une stratégie plus difficile à mettre en oeuvre : c'est dans toute la gauche qu'il faut emporter la bataille sur le programme. Il faut aussi emporter cette bataille dans le PS et c'est par conséquent dans le PS que les plus convaincus sur le contenu du programme doivent mener bataille. Mais si on ne compte pas l'emporter dans le PS, comment peut-on espérer l'emporter dans l'ensemble de la gauche ?

Cette stratégie a rarement été maintenue durablement par des forces conséquentes de la gauche : l'élaboration d'un programme commun est une tâche ambitieuse. De 1972 à 1977 en France (le PCF cassa l'Union de la gauche en 1977), cette stratégie permit à la gauche de devenir majoritaire. Elle fut mise en oeuvre de 1970 à 1973 au Chili. Jusqu'en 1914 dans les pays européens, la gauche était unie (depuis 1905 en France) et en progression spectaculaire... Sa réussite la plus prometteuse... fut la révolution soviétique, où tous les partis de gauche (bolcheviks, mencheviks, socialistes-révolutionnaires) étaient unis dans les soviets (conseils ouvriers). Mais, après la victoire, il a manqué une constitution démocratique pour éviter la dégénérescence stalinienne. Depuis 1919, la gauche est profondément divisée entre stalinisme et social-démocratie. Ce n'est que maintenant que nous pouvons sortir de cette impasse... dans laquelle veut nous enfermer la SUGG.

9°) La réussite la plus courante de cette stratégie d'unité et d'indépendance d'un mouvement est celle du mouvement syndical qui, malgré son extrême division en France, réalise des mobilisations massives (1995, 2003, 2006) tant que le front syndical demeure uni. Pourquoi cette stratégie est-elle courante (bien que ponctuelle) sur le terrain syndical ? Parce qu'elle se heurte peu à la loi du moindre effort : la plate-forme qui scelle l'unité se réduit à une ou deux revendications : retrait du plan Juppé, retrait du projet Fillion sur les retraites, retrait du CPE... Tous les salariés, tout le peuple de gauche connaît rapidement l'enjeu, la mobilisation se bâtit sur l'unité revendicative et l'indépendance à l'égard des partis et du gouvernement. Sur le terrain syndical, aussi, cette stratégie peut conduire à l'unification syndicale, qui serait plus favorable à la syndicalisation de masse, à la démocratie et à la mobilisation.

A+ Pierre

---

Quelques compléments sur la stratégie d'unité et d'indépendance.

Nature et fonctions :

Le PS est-il un parti de gauche ? Oui, il en est même le principal parti. Ceux qui affirment qu'il n'en est pas, essaient de dire, maladroitement, autre chose : ils ne parlent pas de sa nature (de ce qu'il est), mais parlent de sa fonction (du rôle qu'il joue). Or, sa fonction est multiple : elle est à la fois (selon les cas et les domaines) démocratique (de gauche), mais aussi libérale, bonapartiste, nationaliste. Cette multiplicité la rend incohérente, mais la distingue de la fonction univoque que remplit la droite chaque jour depuis 2002.

Ses fonctions de droite proviennent de la pression qu'exercent les dirigeants de la droite et du MEDEF sur ses propres dirigeants (par le biais des institutions de la V<sup>e</sup> République et par la dépendance de leur carrière envers les médias). Sa fonction de gauche provient de la dépendance de ses dirigeants à l'égard de la base électorale socialiste qui est le socle sur lequel se construit leur carrière.

Sa nature de gauche est définie par l'identité de gauche qui est celle de tous ses adhérents et électeurs. Adhérents et électeurs socialistes sont identitairement de gauche : cette identité représente une masse de réalités individuelles subjectives, qui fondent donc une réalité collective objective.

Mais programmatiquement, ils sont comme tous les électeurs de gauche, quel que soit leur parti éventuel : adhérents et électeurs de gauche sont programmatiquement de gauche sur les questions qu'ils connaissent bien, mais ils sont incertains, parfois incohérents, sur les autres. Un programme démocratique (c'est-à-dire socialiste) est un système de droits universels : il ne peut s'élaborer que par confrontations de réponses pratiques socialement testées, sinon, sans expérience et sans débat, adhérents et électeurs de gauche n'ont pas de certitudes suffisantes pour trancher sur tout.

Notre tactique consiste donc à opposer l'identité de gauche, qui est celle de la base, au programme incohérent (de gauche et de droite à la fois), qui est celui des carriéristes. Notre force c'est la présentation de mesures concrètes. Leur feinte c'est l'évitement grâce aux généralités lyriques mais dépourvue d'engagements.

## Opportunité de dépasser le PS ?

Y a-t-il, pour la gauche de la gauche (éventuellement, à condition de se regrouper avec la gauche du PS) une opportunité qui peut lui permettre de dépasser le PS ? Absolument aucune !

En effet, pour dépasser le PS, il faut être un parti aussi largement pluraliste que lui et unitaire à son égard, non une coalition de plusieurs partis qui s'opposent au seul parti vraiment pluraliste à gauche sans lui proposer une union autour d'un programme commun. Deux conditions apparaissent ici : le pluralisme et l'unité.

Le PS montre un pluralisme programmatique si large que, aux yeux des électeurs de gauche (moins aux yeux des militants de gauche), il paraît être le parti légitime de toute la gauche : l'élaboration du programme de la gauche paraît légitimement pouvoir être confiée à sa démocratie interne. Les autres partis paraissent être des « partis particuliers ».

Pour perdre la légitimité que lui confère ce pluralisme, il faudrait que le PS soit réduit à son seul courant

social-libéral. Deux choix, faits par l'un des camps opposés, peuvent avoir le but de le réduire au seul social-libéralisme :

- ▶ Les dirigeants de ses courants non-libéraux (partisans du « non ») le quittent et appellent à rejoindre la gauche antilibérale. Ils apparaissent alors responsables d'une crise et d'une grave division de la gauche, ils ne sont donc pas suivis par leur base qui, pour partie, reste au PS et, pour une autre partie, se retire en dehors de tout parti. C'est ce qu'avait tenté Chevènement qui, avant de sombrer, avait culminé à 5 %. En Allemagne, le Linkspartei, fusion du SED (ex-PC d'Allemagne de l'Est, bien implanté à l'est) et du WASG (scission de gauche du Parti social-démocrate) rassemble 9 % des voix, mais le SPD en rassemble 34 %...
- ▶ Les dirigeants de ses courants sociaux-libéraux excluent la gauche du PS, de façon antidémocratique, pour l'empêcher d'en prendre la majorité. Cette gauche est alors suivie par sa base car ce sont les sociaux-libéraux qui sont responsables de la division de la gauche et qui en paient les frais, y compris dans leur base. Exemple sur le terrain syndical : en 1992 l'ex-FEN exclut le SNES qui, avec d'autres fortes minorités de la FEN, se trouve obligé de constituer la FSU. Un an plus tard, parce qu'elle défend l'unité syndicale et dénonce son exclusion, la FSU se retrouve majoritaire aux élections professionnelles, mais le syndicalisme enseignant s'en est, quand même, retrouvé globalement affaibli.

C'est dans ce seul cas, d'exclusion, que l'organisation majoritaire peut devenir minoritaire. Mais un préalable est nécessaire et une conséquence s'impose :

- ▶ pour que la minorité exclue puisse devenir majoritaire, elle doit se battre contre la scission et pour l'unité, elle ne doit pas attendre son exclusion comme une bénédiction en la considérant comme une clarification : l'ex-majorité doit porter l'entière responsabilité de la division ;
- ▶ même si l'ex-majorité porte toute cette responsabilité, la division qui en résulte affaiblit l'ensemble du mouvement, affaiblit l'ensemble de la gauche.

Le seul choix qui permet à la fois de renforcer l'ensemble de la gauche, parce qu'elle fait un pas vers son unité, et de changer sa majorité, parce qu'elle se construit en élaborant un programme commun, est la stratégie d'unité et d'indépendance. Cette unité de la gauche autour d'un programme de gauche peut s'établir par un accord de tous les partis concernés. Mais un accord, tel un traité, n'a pas la solidité et la souplesse d'un parti unifié (d'une constitution) : au contraire, si l'unité de la gauche prend la forme d'un parti unifié de toute la gauche, alors le débat démocratique en est facilité. Il favorise l'adoption d'un programme qui réponde mieux aux aspirations de la base sociale qui se trouve ainsi mieux représentée.

Programme commun et non accords bilatéraux : Le but n'est pas de porter le PS seul au pouvoir, mais toute la gauche, au moins sa plus grande partie, unie autour d'un bon programme.

Rappel : la « gauche plurielle » n'était pas une « union de la gauche autour d'un programme », pour deux raisons (au fond les mêmes). En premier parce qu'il n'y avait pas de programme commun, c'est le programme du PS qui en faisait office. En second parce que, en 1997, il n'y avait pas d'union autour d'un même programme, mais des accords bilatéraux PS-PCF, PS-Verts, PS-MdC, PS-PRG. En conclusion pas de mobilisation importante de la base, notamment pas de comités de base de l'union (c'est ce qui fait le plus peur aux carriéristes).

Précision : l'élaboration d'un programme commun des partis de gauche suscitera un débat dans le peuple de gauche, dont ces partis de gauche devront tenir compte. Ce programme sera d'autant plus de gauche qu'il sera discuté : 75 % des électeurs de gauche ont voté « non ». Sans être forcés d'approuver le « non » de gauche, les sociaux-libéraux devront tenter de répondre aux aspirations des électeurs de gauche. Davantage que lorsqu'ils se présentent eux-mêmes devant les militants puis les électeurs, pour se faire choisir puis élire : habituellement, ils tentent de répondre par des références marquées aux valeurs de la gauche. Mais ils s'abstiennent de s'engager en faveur de mesures concrètes : jointe au vote utile, cette tactique de « référence aux valeurs » marche suffisamment

pour que l'écrasante majorité des députés de gauche soient des sociaux-libéraux, alors qu'ils ne représentent que 25 % des électeurs de gauche (le « oui » constituait environ un tiers des adhérents des partis de gauche, mais seulement un quart des électeurs de gauche).

A+, Pierre.

---

### **L' Humanité, Tribune libre, 31 mars 2006.**

La gauche antilibérale doit se rassembler afin de proposer pour 2007 un projet unitaire de transformation sociale. Le mouvement contre l'aggravation de la précarité en souligne l'urgence. Il faut mettre fin aux politiques libérales, au démantèlement social, à la stigmatisation aggravée des immigrés, à la dérive autoritaire ; et ouvrir une autre perspective.

Depuis plusieurs années, mobilisations sociales et votes sanctions ont contesté ces politiques patronales et gouvernementales sans les mettre durablement en échec. Les politiques des majorités de gauche plurielle n'ont pas été celles de la droite. Toutefois, dominées par le social-libéralisme, elles ne sont pas revenues sur les dégâts antérieurs et elles y ont ajouté leurs propres renoncements.

L'urgence de battre la droite se conjugue avec la nécessité de proposer des alternatives contre toutes les formes d'oppression, de domination et d'exploitation.

Le « non » populaire majoritaire du 29 mai a révélé des potentialités. L'exceptionnelle mobilisation actuelle les confirme. Le libéralisme ne fait pas recette parmi nos concitoyens. Il tire surtout sa force de l'inconsistance politique qui lui a été opposée sur fond de dégradation des rapports des forces sociales inhérente au chômage de masse et à la mondialisation capitaliste ; et de désarroi idéologique découlant des échecs des tentatives passées de transformation sociale.

L'antilibéralisme peut être majoritaire dans l'électorat de gauche et dans le pays. Voulons-nous concrétiser cette possibilité ? Après le 21 avril 2002 et le 29 mai 2005, de nombreux citoyens recherchent des perspectives alternatives. Les principales forces politiques de la gauche antilibérale doivent y apporter des réponses communes.

Il ne s'agit pas de refaire la « gauche plurielle » et d'aller dans un gouvernement sous domination sociale-libérale. Dire cela n'induit aucune ambiguïté quant à la nécessité de chasser la droite au deuxième tour en votant pour le candidat de la gauche le mieux placé, ce qui n'implique pas un accord de gouvernement.

Peut-on rassembler la gauche sur une base antilibérale ? Si on ne peut imaginer convertir la direction du Parti socialiste - sans parler des radicaux de gauche - à la rupture avec le libéralisme, il est en revanche possible de changer la donne à gauche, d'y battre le social-libéralisme, d'y faire prévaloir une orientation de rupture avec le capitalisme libéral. Il faut pour cela construire une dynamique politique et citoyenne.

Lors de la campagne référendaire, un rassemblement populaire majoritaire s'est construit autour du rejet du projet de constitution européenne, alors même que la représentation politique et médiatique dominante y était très largement favorable. Or, il a été rejeté par une majorité de nos concitoyen(ne)s et de l'électorat de gauche. C'est de là qu'il faut partir pour changer les rapports des forces au sein de la gauche et dans le pays. Les échéances électorales de 2007 sont une étape déterminante pour y parvenir.

La gauche antilibérale doit chercher à transformer le rejet majoritaire du libéralisme exprimé le 29 mai en

prééminence à gauche des options antilibérales. Pour cela, formulons un ensemble de propositions, radicales et crédibles, pour rassembler toutes celles et tous ceux qui ont intérêt à la transformation sociale, et impulsions une ré-appropriation démocratique des choix sociaux par les citoyens.

Des propositions communes sont déjà débattues dans les organisations, les collectifs, les forums unitaires. Si la volonté politique existe, un accord programmatique est possible. Mais, à la différence d'un référendum, un projet politique ne peut devenir majoritaire sans le rassemblement qui le porte. Le 29 mai 2005 n'a pas intronisé automatiquement les forces éclatées de la gauche antilibérale comme alternative sérieuse. Leur concurrence en 2007 les conduirait à des scores de témoignages. La déception renverrait une fraction de l'électorat populaire vers l'abstention, une autre choisirait sans doute le « vote utile » dès le premier tour, quand d'autres s'égèreraient dans les illusions de la « rupture » version droite musclée. Si l'alternative n'est pas réellement crédible, le néolibéralisme et le social-libéralisme seront remis en selle par défaut.

Pour la gauche antilibérale, dispersion et atomisation, déclin ou marginalisation reprendraient leurs cours. Une occasion aurait été gâchée, sans doute pour longtemps.

Lors de la campagne référendaire, le rassemblement a pu se faire, notamment grâce à l'« appel des 200 », parce qu'il était construit autour d'une plateforme bâtie sur ce qui rassemble (tout en poursuivant les débats sur les différences), et qu'il associait différentes sensibilités politiques, des militants associatifs, syndicaux et des citoyens inorganisés. Des dizaines de milliers de personnes ont pu s'impliquer parce qu'elles n'avaient pas à choisir entre les différentes sensibilités politiques présentes. Ne l'oublions pas.

Le rassemblement antilibéral est à concrétiser, en créant une dynamique autour d'une élaboration de propositions communes, d'un débat citoyen qui s'en empare, d'un rassemblement unitaire qui les porte. Il n'est pas difficile d'imaginer un collectif de porte-parole et un accord pour les législatives. Choisir qui figurera sur le bulletin de vote à la présidentielle soulève une difficulté tant sont forts le caractère central de cette élection dans la Ve République et l'enjeu identitaire qu'il représente pour toute formation politique.

Il faut dépasser la tentation de chaque parti de présenter son propre candidat. Pour cela, il faut discuter tout de suite du contenu programmatique pour des candidatures unitaires en 2007, afin de décider, le moment venu, quelles sont les personnalités les mieux à même d'incarner le rassemblement de toutes les forces de la gauche antilibérale et de porter les propositions communes.

Celles et ceux qui souffrent des politiques libérales ont un besoin urgent de ce rassemblement politique, de résistance anticapitaliste et de transformation sociale, évitant l'enfermement dans une contestation sans perspective ou la satellisation par le social-libéralisme. Ce pôle antilibéral, porteur des aspirations populaires, ne peut se cantonner aux seules luttes sociales. Il doit aussi s'affirmer dans le champ politique. Il n'y aura de changement qu'en combinant dans la durée mobilisation sociale et action politique. La gauche antilibérale doit maintenant prendre ses responsabilités.

*Clémentine Autain (féministe, élue de Paris), Claude Debons (ancien responsable syndical), Monique Dental (militante féministe), Raoul-Marc Jennar (militant altermondialiste), Claude Michel (syndicaliste), René Mouriaux (politologue), Yves Salesse (militant associatif), Évelyne Sire-Marin (militante associative), Philippe Villechalanne (militant d'association de chômeurs).*